



Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Hauts-de-France

Gravelines, le **18 OCT. 2016**

Unité Territoriale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 GRAVELINES

Affaire suivie par :

Murielle BENETAZZO

Tél : 03 28 23 81 66

Fax : 03 28 65 59 45

murielle.benetazzo@developpement-durable.gouv.fr

Ref : H\Commun\2_Environnement\1_Etablissements\Equipe_G3\Continental
Nutrition_Wimille_070 03136\3_instructions\création d'une cellule de conditionnement PF\demande de
2016\Continental nutrition_Wimille_RAPCO_070 03136.odt

RAPPORT DE L'INSPECTION

DES INSTALLATIONS CLASSÉES

POUR PASSAGE AU CODERST

ÉQUIPE : G3

OBJET : **C&D FOODS FRANCE (ex CONTINENTALE NUTRITION)**
Demande de création d'une cellule de conditionnement de produits finis

RÉF : Transmission Préf DPI- BPUPE Section des ICPE en date du 11 mai 2016

N° S3IC : **070.03136**

Sommaire du Rapport

Annexe

- | | |
|---|--|
| 1.- Renseignements généraux sur l'établissement | 1 - Projet d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires |
| 2.- Présentation de l'exploitant | |
| 3.- Objet du rapport | |
| 4.- Examen de la demande | |
| 5.-Suites proposées | |

1. - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'ÉTABLISSEMENT

Raison sociale : **C&D FOODS FRANCE (ex CONTINENTALE NUTRITION)**
Siège social : 19, rue Rue Saint Vincent de Paul
BP 169
62203 BOULOGNE-SUR-MER
Adresse de l'établissement : ZI de la Trésorerie
62126 WIMILLE
Activité principale : Entreposage aliments pour animaux

2. - PRÉSENTATION DE L'EXPLOITANT

L'entrepôt CONTINENTALE NUTRITION situé sur la commune de WIMILLE a été autorisé au titre de la rubrique 1510 de la nomenclature des ICPE par arrêté préfectoral du 17/10/2002 modifié par arrêté préfectoral complémentaire du 14/06/2004.

Le bâtiment de stockage est constitué de 8 cellules d'une surface unitaire d'environ 4 800 m². Les produits entreposés sont des aliments secs et humides pour animaux domestiques.

La liste des rubriques de la nomenclature concernées par l'arrêté préfectoral du 17/10/2002 modifié et les capacités des installations de la société CONTINENTALE NUTRITION sont présentées dans le tableau ci-après :

Référence des unités	Libellé en clair de l'installation	Capacité	Rubrique de classement	Régime
Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des).	- Stockage de matières combustibles d'une capacité de l'ordre de 386 972,6 m ³ . - Matières autorisées : des conserves d'aliment humide, des barquettes, des produits secs (croquettes), des produits alimentaires.	386 972,6 m ³	1510-1	A
Atelier de charges d'accumulateurs.	Local de charge	191,52 kW	2925	D
Dépôts de bois, papier, carton (quantité stockée).		5 m ³	1530	NC
Stockage de polymères à l'état alvéolaire ou expansé (produits finis et semi-finis) (volume susceptible d'être stocké).	Stockage d'emballages en plastique	5 m ³	2663.1.a	NC

3. - OBJET DU RAPPORT

Dans son courrier adressé en préfecture du Pas de Calais le 13 avril 2016, l'exploitant sollicite une modification des conditions d'exploitation de son entrepôt visant l'affectation de la cellule 4 au conditionnement de produits (groupage de boîtes et autres produits selon le détail souhaité par les clients) avec installation dans cette cellule de 2 lignes de conditionnement et des stockages d'en cours avant et après conditionnement. Dans le cadre de ce projet la quantité de papier, cartons, films plastiques passerait de 5 à 900 m³.

L'exploitant sollicite également dans son dossier, l'implantation :

- dans les cellules 5 et 7 de locaux sociaux en complément de ceux existants au niveau des bureaux situés à l'entrée du bâtiment,
- de bureaux dans la cellule 8,
- d'un atelier de maintenance dans la cellule 4,
- d'un local technique abritant un compresseur dans la cellule 4.

Par ailleurs, nous avons pu constater lors d'une inspection réalisée le 06/08/15 que Continentale Nutrition héberge dans les cellules 7 et 8 de son entrepôt des aliments pour animaux appartenant à United Pet Food de même nature que ceux autorisés par l'arrêté d'autorisation.

Le présent rapport traite l'ensemble de ces points.

4. - EXAMEN DE LA DEMANDE

La présente demande de modification des conditions d'exploitation du site est effectuée conformément à l'article R 512-33 du code de l'environnement.

Actuellement, les produits finis de l'usine Continentale Nutrition de Boulogne sur mer (palettes de boîtes de conserve étiquetées) sont transférées par camion dans un atelier de conditionnement à façon situé à Boulogne sur mer mais sur un autre emplacement qui assure le conditionnement des produits finis sous la présentation définie par le client pour la vente au consommateur : boîtes groupées sous carton, boîtes groupées sous film plastique, ...avec toutes les variations possibles en nombre de boîtes, assortiment, ...par lots. Les palettes sont ensuite transférées par camions vers la plate-forme de distribution de Wimille où est centralisée l'activité logistique de Continentale Nutrition avant leur expédition chez les clients.

Afin d'optimiser les flux et supprimer une rupture de charge dans l'acheminement des produits finis, Continentale Nutrition a décidé de transférer l'atelier de conditionnement au sein même de la plate-forme de distribution.

Les produits finis de l'usine de Boulogne sur mer partiront donc directement vers la plate-forme de distribution de Wimille.

L'activité de conditionnement est constituée de 4 lignes de conditionnement comportant chacune les étapes suivantes :

- dépilage des produits depuis les palettes,
- conditionnement à façon (étiquetage, groupage sous carton ou sous film étirable),
- palettisation des produits conditionnés.

Seule la cellule 4 de l'entrepôt sera dédiée au conditionnement, les autres cellules restent affectées au stockage des conserves d'aliments humides, des barquettes, des produits secs (croquettes), des produits alimentaires.

Dans cette cellule dédiée, seront stockés les en-cours, avant et après conditionnement : produits finis et emballages liés au conditionnement cartons, intercalaires en carton et films plastiques.

Pour l'ensemble de l'entrepôt, les palettes vides représentent un volume de 990m³, les cartons 2250m³ et les films plastique 900m³.

En plus du local de charge des batteries représentant une puissance de 191,52 kw situé à l'extérieur du bâtiment, en regard de la cellule 6, l'exploitant sollicite l'autorisation d'implanter à l'intérieur de la cellule 7 un nouveau local de charge des batteries représentant une puissance de l'ordre de 30 kw, la puissance totale passerait donc de 191,52 kw à 230 kw.

Par rubrique, l'examen s'établit comme suit

→ Rubrique 1510-1

L'intitulé de cette rubrique a été modifié par le décret n° 2010-367 du 13 avril 2010 modifiant la nomenclature des installations classées. Son libellé s'établit comme suit :

Entrepôts couverts (stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes dans des), à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant, par ailleurs, de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts frigorifiques.

Le volume des entrepôts étant :

- | | |
|--|-------|
| 1. Supérieur ou égal à 300 000 m ³ | (A) |
| 2. Supérieur ou égal à 50 000 m ³ mais inférieur à 300 000 m ³ | (E) |
| 3. Supérieur ou égal à 5 000 m ³ mais inférieur à 50 000 m ³ | (D C) |

Continental Nutrition était autorisée pour un volume d'entrepôt de 386 972,6 m³. L'affectation de la cellule 4 au conditionnement conduit à une diminution du volume de stockage qui se trouve ramené à 350 000 m³. Le classement n'est pas modifié et le site reste soumis au régime de l'autorisation pour l'exercice de cette activité.

→ Rubrique 2925

le seuil de classement de cette rubrique a été relevé de 10 à 50 kw par le décret n° 2006-646 du 31 mai 2006 .

L'augmentation de puissance de 191,52 kw à 230 kw ne modifie pas le classement de l'établissement toujours soumis à déclaration pour l'exercice de cette activité.

→ Rubrique 1530

L'intitulé de cette rubrique a été modifié par le décret n° 2010-367 du 13 avril 2010 modifiant la nomenclature des installations classées. Son libellé s'établit comme suit :

Papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt de), à l'exception des établissements recevant du public.

Le volume susceptible d'être stocké étant :

1. Supérieur à 50 000 m³ ; A
2. Supérieur à 20 000 m³ mais inférieur ou égal à 50 000 m³ ; E
3. Supérieur à 1 000 m³ mais inférieur ou égal à 20 000 m³. D

Compte tenu des nouveaux volumes de papiers, cartons stockés, 2250m³, la plate-forme de distribution de Wimille relève désormais du régime de la déclaration pour l'exercice de cette activité.

→ Rubrique 1532

Cette rubrique, introduite par le décret n°2010-367 du 13 avril 2010 modifiant la nomenclature des installations classées, concerne le stockage de bois a été modifiée par le décret n° 2013-814 du 11 septembre 2013.

Son libellé s'établit comme suit :

Bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public.

Le volume susceptible d'être stocké étant :

- | | |
|---|----|
| 1. Supérieur à 50 000 m ³ | A |
| 2. Supérieur à 20 000 m ³ mais inférieur ou égal à 50 000 m ³ | E |
| 3. Supérieur à 1 000 m ³ mais inférieur ou égal à 20 000 m ³ | DC |

Le stockage des palettes auparavant repris dans la rubrique 1530 est désormais visé par la rubrique 1532. Compte tenu du volume stocké, 990m³, le site est non classé pour le stockage de bois au titre de la rubrique 1532.

→ Rubrique 2663

L'intitulé de cette rubrique a été modifié par le décret n° 2010-367 du 13 avril 2010 modifiant la nomenclature des installations classées. Son libellé s'établit comme suit :

Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de) :

1. A l'état alvéolaire ou expansé tels que mousse de latex, de polyuréthane, de polystyrène, etc., le volume susceptible d'être stocké étant :

a) Supérieur ou égal à 45 000 m³ ;

(A - 2)

b) Supérieur ou égal à 2 000 m³ mais inférieur à 45 000 m³ ; (E)

c) Supérieur ou égal à 200 m³ mais inférieur à 2 000 m³. (D)

2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant :

a) Supérieur ou égal à 80 000 m³ ; (A - 2)

b) Supérieur ou égal à 10 000 m³ mais inférieur à 80 000 m³ ; (E)

c) Supérieur ou égal à 1 000 m³ mais inférieur à 10 000 m³. (D)

Continental Nutrition était autorisée pour un volume de stockage de 5 m³. L'affectation de la cellule 4 au conditionnement conduit à une augmentation du volume de stockage de films plastiques qui passe à 900 m³.

Le classement n'est pas modifié et le site reste non classé pour l'exercice de cette activité.

→ Rubrique 2661

Cette rubrique concerne la transformation de matières plastiques. Son intitulé est le suivant :

Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) :

1. Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, vulcanisation, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant :

a) Supérieure ou égale à 70 t/j A

b) Supérieure ou égale à 10 t/j mais inférieure à 70 t/j E

c) Supérieure ou égale à 1 t/j, mais inférieure à 10 t/j D

2. Par tout procédé exclusivement mécanique (sciage, découpage, meulage, broyage, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant :

a) Supérieure ou égale à 20 t/j E

b) Supérieure ou égale à 2 t/j, mais inférieure à 20 t/j D

La plate-forme de distribution de Wimille n'était pas équipée de machines de rétractation à chaud des films plastiques, il s'agit d'une activité nouvelle inhérente à la création de la cellule de conditionnement.

Compte tenu du niveau d'activité prévu, 400kg/j, le site est non classé pour la transformation de matières plastiques au titre de la rubrique 2661.

Compte tenu des éléments exposés ci-dessus, il apparaît que les nouvelles activités que se propose d'exercer la société CONTINENTALE NUTRITION sur sa plate-forme de distribution de Wimille ne constituent pas une modification substantielle. Il n'y a pas lieu de renforcer les prescriptions réglementaires applicables à l'entrepôt. La création du local de charge des batteries ne nécessite pas la prescription de dispositions réglementaires en plus de celles figurant au titre V de l'arrêté préfectoral du 17/10/2002 modifié.

L'exploitant sollicite également dans son dossier, l'implantation :

- dans les cellules 5 et 7 de locaux sociaux en complément de ceux existants au niveau des bureaux situés à l'entrée du bâtiment,
- de bureaux dans la cellule 8,
- d'un atelier de maintenance dans la cellule 4,
- d'un local technique abritant un compresseur dans la cellule 4.

Les nouveaux aménagements de bureaux, locaux sociaux devront respecter les prescriptions de l'article 6 - Dispositions relatives au comportement au feu des entrepôts - de l'arrêté ministériel du 05/08/02 relatif à la prévention des sinistres dans les entrepôts couverts soumis à autorisation sous la rubrique 1510 qui dispose :

« les bureaux et les locaux sociaux, à l'exception des bureaux dits de "quais" destinés à accueillir le personnel travaillant directement sur les stockages et les quais, sont situés dans un local clos distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage, ou isolés par une paroi, un plafond et des portes d'intercommunication munies d'un ferme-porte, qui sont tous coupe-feu de degré 2 heures, sans être contigus avec les cellules où sont présentes des matières dangereuses».

Le nouvel atelier de maintenance et le local technique de la cellule 4 devront également respecter les prescriptions de l'article 6 - Dispositions relatives au comportement au feu des entrepôts - de l'arrêté ministériel du 05/08/02 relatif à la prévention des sinistres dans les entrepôts couverts soumis à autorisation sous la rubrique 1510 qui dispose :

« les ateliers d'entretien du matériel sont isolés par une paroi et un plafond coupe-feu de degré 2 heures ou situés dans un local distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage. Les portes d'intercommunication sont coupe-feu de degré 2 heures et sont munies d'un ferme-porte »

Les dispositions de l'arrêté préfectoral du 17/10/2002 seront donc modifiées sur ces points.

Par ailleurs, le stockage dans les cellules 7 et 8 de produits appartenant à United Pet Food ne constitue pas une modification substantielle compte tenu qu'il s'agit de produits de même nature que ceux de la société Continentale Nutrition.

Nous avons rappelé à plusieurs reprises à la fois à United Pet Food ainsi qu'à la société Continentale Nutrition que Continentale Nutrition est l'unique exploitant de l'entrepôt (des 8 cellules) au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

Compte tenu de l'ensemble des éléments exposés ci-dessus, il apparaît que la demande de modification des conditions d'exploitation de la plate-forme de distribution de Wimille présentée par la société Continentale Nutrition constitue une modification notable mais non substantielle. Elle doit être encadrée par arrêté préfectoral pris dans les formes prévues à l'article R 512-31 du code de l'environnement.

Le projet de prescriptions joint en annexe au présent rapport actualise le tableau de l'article 1.1 Activités autorisées de l'arrêté préfectoral du 17/10/2002 ainsi que les dispositions de l'article 16.1 - Dispositions constructives - en incluant les obligations relatives au comportement au feu des nouveaux bureaux et locaux.

Par ailleurs, la société C&D FOODS FRANCE a déclaré à Monsieur le préfet, par courrier en date du 26 août 2016, succéder à la société CONTINENTALE NUTRITION dans l'exploitation de cinq établissements situés sur Boulogne sur mer et Wimille soumis à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement dont l'entrepôt de Wimille.

Dans un rapport du 12/09/2016, nous avons proposé à Madame la Préfète du Pas-de-Calais, en application de l'article R 512-68 du code de l'environnement, de délivrer à la société C&D FOODS FRANCE un récépissé sans frais de sa déclaration de reprise, à compter du 26/08/2016, des activités exploitées par la société CONTINENTALE NUTRITION pour l'ensemble des sites d'exploitation sollicités.

Le projet de prescriptions tient compte de la nouvelle dénomination de la société.

Le projet de prescriptions a été transmis à la société C&D FOODS FRANCE par courriel le 15 septembre 2016.

A la suite d'un échange téléphonique le 21/09/2016, nous avons adressé à l'exploitant, à sa demande, une copie de l'arrêté complémentaire du 14/06/2004 qui modifie l'arrêté d'autorisation du 17/10/2002 en ce qui concerne la mise en place d'un atelier de charge d'accumulateurs.

Par mail du 22/09/2016, l'exploitant nous a indiqué que les volumes des stockages de cartons, matières plastiques et palettes de bois repris dans le projet de prescriptions étaient conformes à ceux mentionnés dans le dossier de porter à connaissance.

Dans ce courriel, l'exploitant s'inquiétait que ne soit pas mentionné l'affectation de la cellule 4 au conditionnement de produits finis. Nous avons donc ajouté à la fin de l'article 17.4 – Organisation du stockage – de l'arrêté du 17 octobre 2002 la disposition suivante: « Le stockage de matières combustibles dans la cellule 4 est réduit aux seuls en-cours de fabrication; leurs quantités sont limitées aux nécessités d'exploitation des lignes de conditionnement. »

Enfin, par mail en date du 28/09/2016, l'exploitant nous a indiqué une erreur dans le libellé du nom de l'exploitant, erreur que nous avons rectifiée.

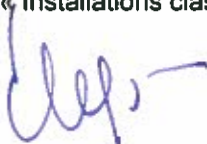
L'ensemble des observations formulées par l'exploitant a ainsi été intégré au projet d'arrêté préfectoral.

5. - SUITES PROPOSÉES

Nous proposons aux membres du CODERST d'émettre un avis favorable à la demande présentée par la société C&D FOODS FRANCE en vue de procéder aux modifications sollicitées, de créer sur sa plate-forme de distribution de Wimille une cellule de conditionnement de produits finis et d'intégrer ces éléments dans l'arrêté préfectoral du 17/10/2002 modifié dans les formes prévues à l'article R. 512-31 du Livre V partie réglementaire du Code de l'Environnement, en application de l'article R. 512-33 de ce même texte.

Rédacteur

L'Inspecteur de l'environnement,
spécialité « Installations classées »



Murielle BENETAZZO

Valideur

L'Inspecteur de l'environnement,
spécialité « Installations classées »



Caroline TAIN

Approbateur

Vu et transmis à Madame la Préfète du Département du Pas-de-calais – Direction des Politiques Interministérielles - Bureau des Procédures d'utilité Publique - Section Installations Classées, pour passage en CODERST

Gravelines, le **1.8 OCT. 2016**

P/ Le Directeur et par délégation,
Le chef de l'Unité Départementale du Littoral, *par intérim*



David LEFRANC

Thomas VANDEWALLE

PROJET D'ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE

La société C&D FOODS France, dont le siège social est situé 13, Avenue de l'opéra à PARIS 75001, est autorisée à poursuivre l'exploitation de sa plate-forme de distribution de Wimille autorisée par arrêté préfectoral du 17 octobre 2002 et située ZI de la Trésorerie à WIMILLE 62126, sous réserve du respect des dispositions du présent arrêté préfectoral.

ARTICLE 1

Le tableau des activités autorisées repris à l'article 1.1 de l'arrêté du 17 octobre 2002 est remplacé par le tableau suivant :

Libelle en clair de l'installation	Activité sur le site	Rubrique	Régime
Entrepôts couverts (stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes dans des), à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant, par ailleurs, de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts frigorifiques. Le volume des entrepôts étant : 1. Supérieur ou égal à 300 000 m ³	- Stockage de matières combustibles d'une capacité totale de 350 000 m ³ dans 7 cellules d'environ 4700 à 4800 m ² chacune. - Matières autorisées : des conserves d'aliment humide, des barquettes, des produits secs (croquettes), des produits alimentaires.	1510-1	A
Papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt de), à l'exception des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant inférieur à 1 000 m ³	Stockage de cartons : 2250 m ³	1530	D
Ateliers de charge d'accumulateurs - La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW.	Atelier de charge pour les accumulateurs des engins de manutention électriques. Puissance maximale de courant : 230 kW.	2925	D
Bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant: inférieur à 1 000 m ³ .	Stockage de palettes vides : 990 m ³	1532	NC
Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) : 1. Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression	Rétractation à chaud de films en plastique. La quantité de matière susceptible d'être traitée étant de 400kg/j.	2661-1	NC

Libelle en clair de l'installation	Activité sur le site	Rubrique	Régime
(extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, vulcanisation, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant inférieure à 1 t/j;			
Stockage de pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) : 2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant inférieur à 1000 m ³ .	Stockage de films en plastique : 900 m3	2663-2	NC

A (Autorisation) D (Déclaration) C (soumis au contrôle périodique prévu par l'article L. 512-11 du code de l'environnement) NC (Non Classé).

ARTICLE 2

Les dispositions de l'article 19.3 Locaux de recharge de l'arrêté du 17 octobre 2002 sont abrogées.

ARTICLE 3

Les dispositions de l'article 16.1 – Dispositions constructives – de l'arrêté du 17 octobre 2002 sont remplacées par les dispositions suivantes :

Article 16.1: Dispositions constructives

Les classes de comportement au feu des éléments de construction (réaction et résistance) doivent respecter les exigences et les modalités de justification des arrêtés du 30 juin 1983 modifié et du 3 août 1999 pris en application du code de la construction et de l'habitation.

En vue de prévenir la propagation d'un incendie à l'entrepôt ou entre parties de l'entrepôt, celui-ci vérifie les conditions constructives suivantes :

- les murs extérieurs sont construits en matériaux M0, sauf si le bâtiment est doté d'un dispositif d'extinction automatique incendie ;
- en ce qui concerne la toiture, la structure porteuse et l'isolant thermique (s'il existe) sont réalisés en matériaux M0. L'ensemble de la toiture (structure porteuse, isolant et étanchéité) doit satisfaire la classe et l'indice T 30/1 suivant le protocole d'application de l'arrêté du 10 septembre 1970 du ministère de l'intérieur. Des bandes de protection doivent être mises en place autour des dispositifs d'évacuation des fumées sur une largeur minimale égale à la moitié de leur plus grand côté ou du diamètre de leur surface géométrique équivalente, sans être inférieure à 1,5m ;
- les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne doivent pas, lors d'un incendie, produire de gouttes enflammées au sens de l'arrêté du 30 juin 1983 modifié ;
- la stabilité au feu de la structure est d'une demi-heure ;
- les ateliers d'entretien du matériel sont isolés par une paroi et un plafond coupe-feu de degré 2 heures ou situés dans un local distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage. Les portes d'intercommunication sont coupe-feu de degré 2 heures et sont munies d'une ferme-porte ;
- les bureaux et les locaux sociaux, à l'exception des bureaux dits de « quais » destinés à accueillir le personnel travaillant directement sur les stockages et les quais, sont situés dans un local clos distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage, ou isolés par une paroi, un plafond et des portes d'intercommunication munies d'une ferme-porte, qui sont tous coupe-feu de degré 2 heures, sans être contigus avec les cellules où sont présentes des matières dangereuses.

ARTICLE 4

Les dispositions de l'article 17.4 – Organisation du stockage – de l'arrêté du 17 octobre 2002 sont complétées par les dispositions suivantes :

Le stockage de matières combustibles dans la cellule 4 est réduit aux seuls en-cours de fabrication; leurs quantités sont limitées aux nécessités d'exploitation des lignes de conditionnement."

